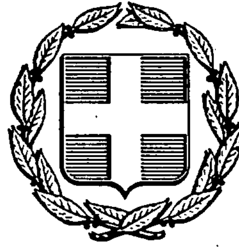



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

| ΑΘΗΝΑ 27 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1992 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 29 |
|---|---|---|


ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2014

*Κύρωση της Διεθνούς Σύμβασης για την προστασία των φυτών του Οργανισμού Τροφίμων και Γεωργίας (F.A.O.).*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ**
**ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο Νόμο που ψήφισε η Βουλή:

**'Αρθρο πρώτο**

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Διεθνής Σύμβαση για την προστασία των φυτών του Οργανισμού Τροφίμων και Γεωργίας (F.A.O.), που καταρτίστηκε στη Ρώμη στις 6 Δεκεμβρίου 1951 και αναθεωρήθηκε με το ψήφισμα 14/79 της 20ής Συνόδου της Σύσκεψης F.A.O. τον Νοέμβριο του 1979, στην οποία προσχώρησε η Ελλάδα το Δεκέμβριο του 1989, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στη γαλλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

**TEXTE REVISE**
**DE LA CONVENTION INTERNATIONALE**
**POUR LA PROTECTION DES VEGETAUX**
**PREAMBULE**

Les parties contractantes, reconnaissant l' utilité d' une coopération internationale en matière de lutte contre les ennemis des végétaux et produits végétaux et contre leur diffusion et spécialement leur introduction au-delà des frontières nationales, désireuses d' assumer une étroite coordination des mesures visant à ces fins, sont convenues de ce qui suit:

**ARTICLE I**
**Objet et obligations**

1. En vue d' assurer une action commune et efficace contre la diffusion et l' introduction les ennemis des végétaux et produits végétaux et en vue de promouvoir l' adoption de mesures à cet effet, les parties contractantes s' engagent à prendre les measures législatives, techniques et réglementaires spécifiées dans la présente Convention et dans les accords complémentaires adoptés par les parties contractantes en vertu de l' article III.

2. Chaque partie contractante s' engage à veiller, sur son territoire, à l' application des mesures prescrites par la présente Convention.

**ARTICLE II**
**Champ d' application**

1. Dans la présente Convention, la terme "végétaux" désigne les plantes vivantes at parties de plantes vivantes, y compris les semences dont les parties contractantes jugent nécessaire de contrôler l' importation en vertu de l' article VI de la preésente Convention ou de certifier l' état phytosanitaire en vertu de l' article IV, paragraphe 1, alinéa (a), sous-alinéa (iv), et de l' article V de la présente Convention; le terme "produits végétaux" désigne les produits non manufacturés d' origine végétale (y compris les semences non visées àr la définition du terme "végétaux") ainsi que les produits manufacturés qui, étant donné leur nature ou celle de leur transformation, peuvent constituer un risque de diffusion des ennemis des végétaux et produits végétaux.

2. Aux fins de la présente Convention, le terme "ennemis" designe toute forme de vie végétale ou animale, ainsi que tout agent pathogène, nuisible ou potentiellement nuisible aux végétaux ou aux produits végétaux, et l' expression "ennemis visés par la réglementation phytosanitaire" désigne un ennemi qui a une importance potentielle pour l' économie nationale du pays exposé at qui n' est pas encore présent dans ce pays ou bien qui s' y trouve déjà, mais qui n' est pas largement diffusé et qui est activement combattu.

3. Selon les nécessités, les dispositions de la présente Convention peuvent également s' applinquer, si les parties contractantes le jugent utile, aux entrepôts, moyens de transport, conteneurs et autres objets ou matériels de toute nature susceptibles d' abriter ou de diffuser des ennemis des végétaux et produits végétaux, en particulier à ceux qui interviennent dans le transport international.

4. La présente Convention s' applique surtout aux ennemis des végétaux visés par la réglementation phytosanitaire qui sont véhiculés par les échanges internationaux.

5. Les définitions donées dans cet article étant limitèes à l' application de la présente Convention, elles sont réputées ne pas affecter les définitions donées dans les lois ou règlements des parties contractantes.

**ARTICLE III**
**Accords complémentaires**

1. Des accords compleméntaires applicables à des régions particulières, à des ennemis déterminés, à des végétaux et produits végétaux spécifiés ou à cerains modes de pransport international des végétaux et produits végétaux, ou les accords complémantaires tendant d' une autre manière à l' application des dispositions de la présente Convention, peuvent être élaborés par l' Organisation des Nations Unies pour l' alimentation et l' agriculture (désignée ci-après sous la dénomination de "F.A.O."), soit sur recommandation d' une partie contractante, soit de sa propre initiative, afin de résoudre, en matière de protection des végétaux, des problèmes spéciaux réclamant une attention ou des solutions particulières.

2. Tout accord complémentaire de cette nature entrera en vigueur, pour chaque partie contractante, après avoir été accepté confermément aux dispositions de l' Acte constitutif de la F.A.O. et du Règlement général de l' Organisation.

**ARTICLE IV**
**Organisation nationale de la protection des végétaux**

1. Chaque partie contractante s' engage à prendre les dispositions nécessaires pour mettre en place, dans le plus bref délai, et dans la mesure de ses possibilitiés:

a) une organisation officielle de la protection des végétaux, principalement chargée:

i) de l' inspection des végétaux sur pied, des terres cultivées (y compris les champs, les plantations, les pépinières et les serres) et des végètaux et produits végéteux emmagasinés ou en cours de transport, en vue particulièment de signaler l' existence, l' apparition et la propagation des ennemis des végétaux et de lutter contre ces ennemis;

ii) de l' inspection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l' objet d' échanges internationaux et, selon les nécessités, de l' inspection d' autres articles ou produitstransportés faisant l' ojet d' échanges internationaux dans des conditions telles qu' ils peuvent être occasionnellement les véhicules d' ennemis des végétaux et produits végétaux, de l' inspection et de la surveillance des installations d' emmagasinage et des moyens de transport de tout ordre intervenant dans les échanges internationaux, qu' il s' agisse de végétaux et produits végétaux ou d' autres produits, en vue particulièrement d' empêcher la propagation des ennemis des végétaux et produits végétaux au-delà des frontières nationales;

iii) de la désinfestation ou de la désinfection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l' objet d' échanges internationaux, ainsi que des conteneurs (y compris les matériaux d' emballage ou matériels de toute nature accompagnant les végétaux et produits végétaux), des installations d' emmagasinage et moyens de transport de tout ordre qui sont utilisés;

iv) de la délivrance de certificats concernant l' état phytosanitaire et la provenance des envois de végétaux et produits végétaux (désignés ci-après sous la dénomination de "certificats plhtosanitaires");

b) la diffusion, sur le plan national, de renseignements sur les ennemis des végétaux et produits végétaux et les moyens de prévention et de lutte;

c) la recherche et l' enquête dans le domaine de la protection des végétaux.

2. Chaque partie contactante présentera au Directeur général de la F.A.O. un rapport décrivant le champ d' activité de son organisation nationale pour la protection des végétaux et les modifications qui sont sont apportées à organisation; le Directeur général de la F.A.O. communiquera ce dernier à toutes les parties contractantes.

**ARTICLE V**
**Certificats phytosanitaires**

1. Chaque partie contractante prendra les disposition nécessaires pour délivrer des certificats phytosanitaires conformes tant à la réglementation sur la protection des végétaux en vigueur chez les autres parties contractantes qu' aux prescriptions suivantes:

a) L' inspection des envois et la délivrance des certificats phytosanitaires ne pourront être confiées qu' à des agents techniquement compétents et dûment autorisés ou à des personnes placées sous leur autorité directe. Ce personnel devra disposer des connaissances et des renseignements nécessaires et exercer ses fonctions dans des conditions telles que les autorités des pays importateurs puissent accepter les certificats comme des documents dignes de foi.

d) Les certificats pour l' exportation ou la réexportation des végétaux et produits végétaux devront être libellés conformément aux modèles reproduits en annexe à la présente Convention.

c) Les corrections ou suppressions non certifiées invalideront les certificats.

2. Chaque partie contractante s' engage à ne pas exiger, pour accompagner les envois de végétaux ou produits végétaux

importée dans son territoire, des certificats phytosanitaires non confermes aux modèles reproduits en annexe à la présente Convention. Toutes déclarations supplémentaires exigées seront réduites au minimum.

### ARTICLE VI
### Dispositions concernant les importations

1. Chaque partie contractante a toute autorité pour réglementer l'importation des végétaux et des produits végétaux, afin de lutter contre l'introduction de leurs ennemis sur son territoire et, dans ce but, elle peut:

a) imposer des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux;

b) interdire l'importation de certains végétaux ou produits végétaux ou de certains lots de végétaux ou produits végétaux;

c) inspecter ou mettre en quarantaine des envois déterminés de végétaux ou produits végétaux;

d) procéder à la désinfection, à la désinfestation ou à la destruction, ou interdire l'entrée, des envois de végétaux ou de produits végétaux qui ne remplissent pas les conditions visées à l'alinéa (a) ou (b) du présent paragraphe, ou exiger leur désinfection, leur désinfestation, leur destruction ou leur évacuation du pays;

e) spécifier les ennemis frappés d'interdiction ou de restriction à l' importation parce qu'ils présentent une importance économique potentielle pour le pays intéressé.

2. Afin d'entraver le moins possible le commerce international, chaque partie contractance s'engage à exercer la surveillance visée au paragraphe 1 du présent article, en se conformant aux dispositions suivantes:

a) Les parties contractantes ne doivent prendre, en vertu de leur réglementation sur la protection des végétaux, aucune des mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article, à moins que celles-ci répondent à des nécessités d'ordre phytosanitaire.

b) Toute partie contractante qui impose des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux et produits végétaux dans son territoire doit publier lesdites restrictions ou conditions et les communiquer immédiatement à la F.A.O., à toute organisation régionale de la protection des végétaux à laquelle la partie contractante pourrait appartenir et à toutes les autres parties contractantes directement intéressées.

c) Toute partie contractante qui interdit, conformément à sa réglementation sur la protection des végétaux, l'importation de végétaux ou produits végétaux doit publier sa décision motivée et en informer immédiatement la F.A.O., toute organisation régionale de la protection des végétaux à laquelle la partie contractante pourrait appartenir et à toutes les autres parties contractantes directement intéressées.

d) Toute partie contractante qui limite les points d'entrée pour l' importation de certains végétaux ou produits végétaux doit choisir lesdits points de manière à ne pas entraver sans nécessité le commerce international. La partie contractante doit publier une liste de ces derniers et la communiquer à la F.A.O., à toute organisation régionale de la protection des végétaux à laquelle la partie contractante pourrait appartenir et à toutes les autres parties contractantes directement intéressées. Toute restriction de cet ordre ne sera autorisée que si les végétaux ou produits végétaux en cause doivent être accompagnés de certificats phytosanitaires ou soumis à une inspection ou à un traitement.

e) L'inspection, par l'organisation de protection des végétaux d'une partie contractante, des envois de végétaux destinés à l'importation doit s'effectuer dans le plus bref délai possible, en tenant dûment compte de la nature périssable de ces végétaux ou produits végétaux. Si un envoi commercial ou certifie de végétaux ou produits végétaux est reconnu non conforme aux exigences de législation phytosanitaire du pays importateur, l'organisation de la protection des végétaux du pays importateur doit veiller à ce que l'organisation de la protection des végétaux du pays exportateur en soit dûment informée. Si l'envoi est détruit en totalité ou en partie, un procès-verbal officiel doit être transmis sans délai à l'organisation de la protection des végétaux du pays exportateur.

f) Les parties contractantes doivent faire en sorte de réduire au minimum, dans la mesure où leur propre production ne s'en trouve pas menacée, leurs exigences en matière de certification, surtout lorsqu'il s'agit de végétaux ou produits végétaux non destinés à la plantation, tels que les céréales, fruits légumes et fleurs coupées.

g) Les parties contractantes peuvent prendre des dispositions pour importer, aux fins de la recherche scientifique ou à des fins éducatives, des végétaux et produits végétaux et des spécimens de leurs ennemis, en s'entourant des précautions nécessaires. Les précautions nécessaires doivent aussi être prises pour introduire des agents de lutte biologique et des organismes réputés bénéfiques.

3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au transit à travers le territoire des parties contractantes, à moins que ces mesures ne soient nécessaires à la protection de leurs propres végétaux.

4. La F.A.O. communiquera à intervalles fréquents à toutes les parties contractantes et aux organisations régionales de la protection des végétaux les informations qu'elle aura reçues (en application des paragraphes 2(b), 2(c) et 2(d) du présent article) sur les restrictions, conditions et interdictions à l'importation.

### ARTICLE VII
### Collaboration internationale

Les parties contractantes collaboreront dans toute la mesure du possible à la réalisation des objectifs de la présente Convention, notamment de la manière suivante:

a) Chaque partie contractante s'engage à collaborer avec la F.A.O. à la mise en place d'un service mondial de renseignements sur les ennemis des végétaux, en utilisant pleinement les possibilités et les services offerts à cet effet par les organisations existantes, et, dès sa mise en place, à fournir périodiquement à la F.A.O. les renseignements ci-après pour qu'elle les distribue aux parties contractantes:

i) Des rapports concernant l'existence, l'apparition et la propagation sur son territoire des ennemis des végétaux ou produits végétaux qui sont importants du point de vue économique et qui peuvent présenter un danger immédiat ou potentiel.

ii) Des informations sur les méthodes de lutte qui se sont révélées efficaces contre les ennemis des végétaux et produits végétaux.

b) Chaque partie contractante s'engage, dans toute la mesure du possible, à participer à toute campagne spéciale contre certains ennemis destructeurs qui peuvent menacer sérieusement les récoltes et dont la gravité exige une action internationale.

### ARTICLE VIII
### Organisations régionales de protection des végétaux

1. Les parties contractantes s'engagent à collaborer pour établir, dans les régions appropriées, des organisations régionales pour la protection des végétaux.

2. Ces organisations exerceront un rôle coordonnateur dans les régions de leur compétence, prendront part à différentes activités pour atteindre les objectifs de la présente Convention

et, le cas échéant, rassembleront et diffuseront des informations.

**ARTICLE IX**
**Règlemnet des différends**

1. En cas de contestation sur l'interprétation ou l' application de la présente Convention ou bien lorsqu' une partie contractante consideère qu' une action enterprise par une autre partie contractante est incompatible avec les obligations qu' imposent à cette dernière les articles V et VI de la prèsente Convention, particulièment en ce qui concerne les motifs d' une interdiction ou d' une restriction à l' importation de végétaux ou de produits végétaux provenant de son territoire, le ou les gounernements intéressés peuvent demander au Directeur général de la F.A.O. de désigner un comité chargé d' examiner le différend.

2. Le Directeur général de la F.A.O., en consultation avec les gouvernements intéressés, désignera alors un comité d' experts, qui compendra des représentants desdits gouvernements. Ce comité examinera le différend en tenant compte de tous les documents et éléments probatoires utiles présentés par les gouvernements intéressés. Le comité soumettra un rapport au Directeur génèral de la F.A.O., qui le communiquera aux gouvernements intéressés et aux gouvernements des autres parties contractantes.

3. Tout en ne reconnaissant pas aux recommandations de ce comité un caractère obligatoire, les parties contractantes conviennent de les prendre comme base de tout nouvel examen, par les gouvernements intéressés, de la question qui est à l' origine du différend.

4. Les gounernements intéressés supporteront une part égale des frais de la mission confiée aux experts.

**ARTICLE X**
**Substitution aux accords antérieurs**

La présente Convention met fin et se substitue, dans les relations entre les parties contractantes, à la Convention internationale phylloxérique du 3 novembre 1881, à la Convention additionnelle de Berne du 15 avril 1889 et à la Convention internationale de Rome du 16 avril 1929 sur la protection des végétaux.

**ARTICLE XI**
**Application territoriale**

1. Tout Etat peut, à la date de la ratification ou de l' adhésion ou à tout moment après cette date, communiquer au Directeur général de la F.A.O. un déclaration indiquant que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires dont il assure la représentation sur le plan international. Cette décision prendra effet trente jours après réception par le Directeur général de la déclaration portant désignation desdits territoires.

2. Tout Etat qui a transmis au Directeur de la F.A.O. une déclaration, conforméments au paragraphe 1 du présent article, peut à tout moment communiquer une nouvelle déclaration modifiant la portée d' une déclaration précédente, ou mettant fin à l' application des dispositions de la présente Convention dans n' importe quel territoire. Cette déclaration prendra effet trente jours après la date de sa réception par le Directeur général.

3. Le Directeur général de la F.A.O. informera tous les Etats signataires ou adhérents des déclarations qu' il aura reçues par application du présent article.

**ARTICLE XII**
**Ratification et adhésion**

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats jusqu' au ler mai 1952, et sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de la F.A.O. qui avisera chaque Etat signataire de la date de ce dépôt.

2. Les Etats qui n' ont pas signé la présente Convention seront admis à y adhérer dès qu' elle sera entrée en vigeur conformèment à l' adhésion XIV. L' adhésion s' effectuera par le dépot d' un instrument d' adhèsion auprès du Directeur général de la F.A.O., qui en avisera chacun des Etats signataires et adhérents.

**ARTICLE XIII**
**Amendement**

1. Toute proposition d' amendement à la présente Convention introduite par une partie contractante doit être communiquèe au Directeur gènéral de la F.A.O..

2. Toute proposition d' amendement introduite par une partie contractante et reçue par le Directeur général de la F.A.O. doit être soumise pour approbation à la Conférence de la F.A.O., rèunie en session ordinaire ou spéeciale; si l' amendement implique d' importantes modifications d' ordre technique ou impose de nouvelles obligations aux parties contractantes, il sera étudié par un comité consultatif d' experts convoquè par la F.A.O. avant la Confèrence.

3. Toute proposition d' amendement sera notifiée aux parties contractantes par le Directeur général de la F.A.O., ou plus tard à la date de l' envoi de l' ordre du jour de la session de la Conférence où doit être examiné cette proposition.

4. Toute proposition d' amendement doit être adoptée par la Conférence de la F.A.O. et prend effet à compter du trentième jour qui suit son acceptation par les deux tiers des parties contractantes. Toutefois, les amendements qui impliquent de nouvelles obligations à la charge des parties contractantes ne prennent effet, vis-à-vis de chaque partie contractante, qu' après avoir été acceptés par elle et à compter du trentième jour qui suit cette acceptation.

5. Les instruments d' acceptation des amendements qui impliquent de nouvelles obligations doivent être déposés auprès du Directeur général de la F.A.O., qui informera toutes les parties contractantes de la réception desdits instruments et de l' entrée en viguer desdits amendements.

**ARTICLE XIV**
**Entrée en viguer**

La présente Convention entrera en vigueur entre les parties lorsque trois Etats signataires l' auront ratifiée. Elle entrera en vigueur pour les autres Etats à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d' adhésion.

**ARTICLE XV**
**Dénonciations**

1. Chacune des parties contractantes peut à tout moment faire savoir qu' elle dénonce la présente Convention par notification adressée au Directeur général de la F.A.O.. Le Directeur général en informera immédiatement tous les Etats signataires ou adhérents.

2. La dénonciation ne produira ses effets qu' un an après la date de réception de la notification par le Directeur général de la F.A.O..

ANNEXE

MODELE DE CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE

(prière d'écrire à la machine ou en caractères d'imprimerie)

Organisation de la protection des végétaux ____________________

de ____________________

A: Organisation(s) de la protection des végétaux

de ____________________

DESCRIPTION DE L'ENVOI

Nom et adresse de l'expéditeur ____________________

Nom et adresse déclarés du destinataire ____________________

Nombre et nature des colis ____________________

Marques des colis ____________________

Lieu d'origine ____________________

Moyen de transport déclaré ____________________

Point d'entrée déclaré ____________________

Nom du produit et quantité déclarée ____________________

Nom botanique des plantes ____________________

---

Il est certifié que les végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessus ont été inspectés suivant des procédures adaptées et estimés indemnes d'ennemis visés par la réglementation phytosanitaire et pratiquement indemnes d'autres ennemis dangereux et qu'ils sont jugés conformes à la réglementation phytosanitaire en vigueur dans le pays importateur.

---

TRAITEMENT DE DESINFESTATION ET/OU DE DESINFECTION

Date ______________________ Traitement ______________________

Produit chimique
(Matière active ______________________ Durée et température ______________________

Concentration ______________________ Renseignements complémentaires ______________________

______________________________________________________________________

Déclaration supplémentaire:

______________________________________________________________________

Lieu de délivrance ______________________

(Cachet de l'Organisation) Nom du fonctionnaire autorisé ______________________

Date ______________________ ______________________
(Signature)

______________________________________________________________________

Le présent certificat n'entraîne aucune responsabilité financière pour ....... (nom de l'Organisation pour la protection des végétaux) ....... ni pour aucun de ses agents ou représentants*.

______________________________________________________________________

* Clause facultative.

MODELE DE CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE POUR LA REEXPORTATION

Organisation de la protection des végétaux ______________________

de ______________________ (le pays de réexportation)

A: Organisation(s) de la protection des végétaux

de ______________________ (le ou les pays de réexportation)

DESCRIPTION DE L'ENVOI

Nom et adresse de l'expéditeur ______________________

Nom et adresse déclarés du destinataire ______________________

Nombre et nature des colis ______________________

Marques des colis ______________________

Lieu d'origine ______________________

Moyen de transport déclaré ______________________

Point d'entrée déclaré ______________________

Nom du produit et quantité déclarée ______________________

Nom botanique des plantes ______________________

---

Il est certifié que les végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessus ont été importés en ...... (pays de réexportation) ...... en provenance de ...... (pays d'origine ....... et ont fait l'objet du Certificat phytosanitaire N° ______________
* Dont l'original☐ la copie authentifiée☐ est annexé(e) au présent certificat. Qu'ils sont emballés☐ réemballés☐
* ☐ dans les emballages initiaux☐ dans de nouveaux emballages☐. Que d'après le
. Certificat phytosanitaire
* original☐ et une inspection supplémentaire☐, l'envoi est estimé conforme à la réglementation phytosanitaire en vigueur dans le pays importateur, et qu'au cours de l'emmagasinage dans ...... (pays de réexportation) ...... il n'a pas été exposé au risque d'infestation ou d'infection.

---

* Mettre une croix dans la case☐ appropriée.

TRAITEMENT DE DESINFESTATION ET/OU DE DESINFECTION

Date ______________________ Traitement ______________________

Produit chimique
(Matière active ______________________ Durée et température ______________________

Concentration ______________________ Renseignements complémentaires ______________________

______________________________________________

Déclaration supplémentaire:

______________________________________________

Lieu de délivrance ______________________

(Cachet de
l'Organisation) Nom du fonctionnaire autorisé ______________________

Date ______________________ ______________________
(Signature)

______________________________________________

Le présent certificat n'entraîne aucune responsabilité financière pour ...... (nom de l'Organisation de la protection des végétaux) ...... ni pour aucun de ses agents ou représentants**.

______________________________________________

** Clause facultative.

**ΑΝΑΘΕΩΡΗΜΕΝΟ ΚΕΙΜΕΝΟ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΦΥΤΩΝ**

**Πρόλογος**

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη, που αναγνωρίζουν τη χρησιμότητα μιας διεθνούς συνεργασίας για την καταπολέμηση των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων και την καταπολέμηση της διάδοσής τους και ειδικά της εισαγωγής τους πέραν από τα εθνικά σύνορα, επιθυμώντας να εξασφαλίσουν ένα στενό συντονισμό των μέτρων που επιδιώκουν αυτούς τους σκοπούς, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

**'Αρθρο 1**
**Αντικείμενο και υποχρεώσεις**

1. Για την εξασφάλιση αποτελεσματικής και κοινής δράσης, ενάντια στη διάδοση και στην εισαγωγή των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων και εν όψει της προώθησης θέσπισης μέτρων προς το σκοπό αυτόν τα Συμβαλλόμενα Μέρη υποχρεούνται να λάβουν ειδικά κανονιστικά, τεχνικά και νομοθετικά μέτρα στην παρούσα Σύμβαση και στις συμπληρωματικές συμφωνίες, που υιοθετήθηκαν από τα Συμβαλλόμενα Μέρη δυνάμει του άρθρου 3.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος αναλαμβάνει να φροντίζει, στην επικράτειά του, την εφαρμογή των αναφερόμενων μέτρων της παρούσας Σύμβασης.

**'Αρθρο 2**
**Πεδίο Εφαρμογής**

1. Στην παρούσα Σύμβαση, ο όρος "φυτά" ορίζει τα ζώντα φυτά και μέρη των ζώντων φυτών, συμπεριλαμβανόμενων των σπόρων, για τους οποίους τα Συμβαλλόμενα Μέρη θεωρούν απαραίτητο τον έλεγχο κατά την εισαγωγή δυνάμει του άρθρου 6 της παρούσας Σύμβασης ή την πιστοποίηση της φυτοϋγειονομικής κατάστασης δυνάμει του άρθρου 4, παράγραφος 1, περίπτ. α', υποπερίπτ. δδ', και του άρθρου 5 της παρούσας Σύμβασης. Ο όρος "φυτικά προϊόντα" ορίζει τα μη κατεργασμένα προϊόντα φυτικής προέλευσης (συμπεριλαμβανόμενων των σπόρων, που δεν περιλαμβάνονται στον ορισμό του όρου "φυτά"), καθώς και τα κατεργασμένα προϊόντα που, από τη φύση τους ή τη μεταποίησή τους, μπορούν να αποτελέσουν κίνδυνο διάδοσης των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων.

2. Σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση, ο όρος "εχθροί" ορίζει κάθε μορφή φυτικής ή ζωικής ύπαρξης, καθώς και κάθε παθογενή παράγοντα, βλαβερό ή δυναμικά βλαβερό για τα φυτά και τα φυτικά προϊόντα, και η έκφραση "εχθροί που αναφέρονται στον φυτοϋγειονομικό κανονισμό" ορίζει έναν εχθρό, που έχει σημαντική σπουδαιότητα για την εθνική οικονομία της προσβαλλόμενης χώρας και ο οποίος δεν έχει ακόμη παρουσιασθεί σ' αυτήν τη χώρα ή που ήδη υπάρχει, αλλά δεν είναι ευρέως διαδεδομένος και καταπολεμάται δραστικά.

3. Ανάλογα με τις ανάγκες, οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης μπορούν εξίσου να εφαρμοσθούν, αν τα Συμβαλλόμενα Μέρη το κρίνουν χρήσιμο, στους χώρους αποθήκευσης, μέσα μεταφοράς, εμπορευματοκιβώτια και άλλα αντικείμενα ή κάθε είδους υλικά, που θα χρησίμευαν ως καταφύγιο ή θα συνέτειναν στη διάδοση των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων, κυρίως σ' εκείνα της διεθνούς μεταφοράς.

4. Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται, κυρίως, στους εχθρούς των φυτών, που αναφέρονται στον φυτοϋγειονομικό κανονισμό, οι οποίοι μετακινούνται με τις διεθνείς συναλλαγές.

5. Οι ορισμοί, που δίδονται σ' αυτό το άρθρο, που περιορίζονται στην εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, θεωρούνται ότι δεν θίγουν τους ορισμούς που δίδονται στους νόμους ή κανονισμούς των Συμβαλλόμενων Μερών.

**'Αρθρο 3**
**Συμπληρωματικές Συμφωνίες**

1. Οι συμπληρωματικές συμφωνίες, που εφαρμόζονται σε ειδικές περιοχές, με ορισμένους εχθρούς, σε φυτά και ειδικά φυτικά προϊόντα ή σε ορισμένους τύπους διεθνούς μεταφοράς φυτών και φυτικών προϊόντων, ή οι συμπληρωματικές συμφωνίες, που εφαρμόζουν κατ' άλλο τρόπο τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, μπορούν να συνταχθούν από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών για τη διατροφή και τη γεωργία (οριζόμενο κατωτέρω με την ονομασία "F.A.O."), είτε με σύσταση του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, είτε με δική του πρωτοβουλία, ώστε να βρεθεί λύση, όσον αφορά την προστασία των φυτών στα ειδικά προβλήματα, που απαιτούν ιδιαίτερη προσοχή ή ιδιαίτερες λύσεις.

2. Κάθε παρόμοια συμπληρωματική συμφωνία θα αρχίζει να ισχύει, για κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, αφού εγκριθεί, σύμφωνα με τις διατάξεις της συστατικής πράξης του F.A.O. και του γενικού κανονισμού του Οργανισμού.

**'Αρθρο 4**
**Εθνικός Οργανισμός φυτικής προστασίας**

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να λάβει τα απαραίτητα μέτρα για τη δημιουργία, το συντομότερο δυνατό, και στα πλαίσια των δυνατοτήτων του:

α) επίσημου οργανισμού της φυτικής προστασίας υποχρεούμενου κυρίως:

αα) για την επί τόπου επιθεώρηση των φυτών, των καλλιεργούμενων εδαφών (συμπεριλαμβάνονται οι αγροί, φυτεύσεις, φυτώρια και θερμοκήπια) και φυτών και φυτικών προϊόντων, που είναι εναποθηκευμένα ή στο στάδιο μεταφοράς, ώστε να επισημανθεί κυρίως η ύπαρξη, η εμφάνιση και η εξάπλωση των εχθρών των φυτών και να διενεργηθεί η καταπολέμησή τους από αυτούς τους εχθρούς·

ββ) για την επιθεώρηση των αποστολών φυτών και φυτικών προϊόντων, που αποτελούν το αντικείμενο των διεθνών ανταλλαγών και, σύμφωνα με τις ανάγκες, για την επιθεώρηση άλλων ειδών ή μεταφερόμενων προϊόντων, που αποτελούν το αντικείμενο διεθνών ανταλλαγών υπό συνθήκες, που συντελούν ευκαιριακά στη μεταφορά των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων, για την επιθεώρηση και την επίβλεψη στις εγκαταστάσεις εναποθήκευσης και στα κάθε είδους μέσα μεταφοράς, που εξυπηρετούν στις διεθνείς ανταλλαγές, είτε πρόκειται για φυτά και φυτικά προϊόντα ή άλλα προϊόντα, για να εμποδιστεί κυρίως ο πολλαπλασιασμός των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων, πέραν από τα εθνικά σύνορα·

γγ) για την απεντόμωση ή την απολύμανση των αποστολών των φυτών και των φυτικών προϊόντων, που αποτελούν το αντικείμενο των διεθνών ανταλλαγών, καθώς και των εμπορευματοκιβωτίων (συμπεριλαμβάνονται υλικά συσκευασίας ή υλικά κάθε είδους, που συνοδεύουν τα φυτά και φυτικά προϊόντα), των εγκαταστάσεων αποθήκευσης και των μέσων μεταφοράς με όποιον τρόπο χρησιμοποιήθηκαν·

δδ) για την έκδοση των πιστοποιητικών, που αφορούν τη φυτοϋγειονομική κατάσταση και προέλευση των αποστολών των φυτών και των φυτικών προϊόντων (που ορίζονται

κατωτέρω με την ονομασία "φυτοϋγειονομικά πιστοποιητικά")·

β) η διάδοση, σε εθνικό επίπεδο, στοιχείων για τους εχθρούς των φυτών και φυτικών προϊόντων και για τα μέσα πρόληψης και καταπολέμησης.

γ) η έρευνα και η εξέταση στον τομέα της προστασίας των φυτών.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα υποβάλλει στο γενικό διευθυντή του F.A.O. έκθεση, που να περιγράφει το πεδίο δραστηριότητας του Εθνικού Οργανισμού του για την προστασία των φυτών και τις τροποποιήσεις, που δημιουργούνται σ' αυτόν τον οργανισμό. Ο γενικός διευθυντής του F.A.O. θα κοινοποιήσει αυτήν την έκθεση σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

**Άρθρο 5**
**Φυτοϋγειονομικά πιστοποιητικά**

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα λάβει τα κατάλληλα μέτρα για την έκδοση των φυτοϋγειονομικών πιστοποιητικών, που ανταποκρίνονται, τόσο στη νομοθεσία για την προστασία των φυτών, που ισχύει στα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη όσο και στις παρακάτω περιγραφές:

α) Η επιθεώρηση των αποστελλομένων και η έκδοση των φυτοϋγειονομικών πιστοποιητικών δεν μπορούν να ανατεθούν παρά μόνο στους αρμόδιους, τεχνικά, φορείς δεόντως εξουσιοδοτημένους ή σε άτομα υπό την άμεση εξουσία τους. Αυτό το προσωπικό πρέπει να διαθέτει γνώσεις και απαραίτητα στοιχεία και να ασκεί τα καθήκοντά του με τέτοιες προϋποθέσεις, ώστε οι αρχές των χωρών εισαγωγής να δύνανται να δεχθούν τα πιστοποιητικά ως αξιόπιστα έγγραφα.

β) Τα πιστοποιητικά για την εξαγωγή ή την επανεξαγωγή των φυτών και φυτικών προϊόντων θα πρέπει να συνταχθούν, σύμφωνα με τα υποδείγματα που περιγράφονται στο παράρτημα της παρούσας Σύμβασης.

γ) Οι διορθώσεις ή παραλείψεις που δεν έχουν πιστοποιηθεί θα ακυρώνουν τα πιστοποιητικά.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να μην απαιτήσει για τη συνοδεία των αποστολών των φυτών ή φυτικών προϊόντων, που εισάγονται στην επικράτειά του, φυτοϋγειονομικά πιστοποιητικά μη ανταποκρινόμενα στα υποδείγματα, που περιγράφονται στο παράρτημα της παρούσας Σύμβασης. Όλες οι συμπληρωματικές δηλώσεις, που απαιτούνται θα περιοριστούν στο ελάχιστο.

**Άρθρο 6**
**Διατάξεις που αφορούν τις εισαγωγές**

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος εξουσιοδοτείται πλήρως για το διακανονισμό εισαγωγής των φυτών και φυτικών προϊόντων, με στόχο την καταπολέμηση της εισαγωγής των εχθρών τους στην επικράτειά του και, προς αυτόν το σκοπό, μπορεί:

α) να επιβάλλει περιορισμούς ή όρους στην εισαγωγή των φυτών ή φυτικών προϊόντων

β) να απαγορεύσει την εισαγωγή ορισμένων φυτών ή φυτικών προϊόντων ή ορισμένων παρτίδων φυτών ή φυτικών προϊόντων

γ) να επιθεωρήσει ή να βάλει σε απομόνωση καθορισμένες αποστολές φυτών ή φυτικών προϊόντων

δ) να προβεί σε απολύμανση, σε απεντόμωση ή σε καταστροφή, ή σε απαγόρευση της εισόδου των αποστολών φυτών ή φυτικών προϊόντων, που δεν πληρούν τους όρους, που αναφέρονται στις περιπτ. α' ή β' της παρούσας παραγράφου, ή να απαιτήσει την απολύμανσή τους, απεντόμωσή τους, καταστροφή τους ή απομάκρυνσή τους από τη χώρα

ε) να επισημάνει τους εχθρούς, όπου επιβάλλεται η απαγόρευση ή ο περιορισμός στην εισαγωγή, διότι παρουσιάζουν αξιόλογη οικονομική σπουδαιότητα για το ενδιαφερόμενο μέρος.

2. Για να εμποδιστεί κατά το ελάχιστο δυνατόν το διεθνές εμπόριο, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να ασκήσει την επίβλεψη, που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, ανταποκρινόμενο στις παρακάτω διατάξεις:

α) τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν οφείλουν να λάβουν, δυνάμει της νομοθεσίας τους για την προστασία των φυτών, κανένα από τα μέτρα, που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, εκτός εάν αυτά ανταποκρίνονται σε ανάγκες φυτοϋγειονομικής μορφής.

β) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, που επιβάλλει περιορισμούς ή όρους κατά την εισαγωγή των φυτών και φυτικών προϊόντων στην επικράτειά του οφείλει να δημοσιεύσει τους εν λόγω περιορισμούς ή όρους και να τους κοινοποιήσει αμέσως στο F.A.O., σε κάθε περιφερειακό οργανισμό προστασίας των φυτών, στον οποίο το Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορούσε να ανήκει σε όλα τα άλλα άμεσα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη.

γ) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, που περιορίζει, σύμφωνα με τη νομοθεσία του ως προς την προστασία των φυτών, την εισαγωγή των φυτών ή φυτικών προϊόντων οφείλει να δημοσιεύσει την αιτιολογημένη απόφαση του και να πληροφορήσει αμέσως τον F.A.O., κάθε περιφερειακό οργανισμό προστασίας των φυτών, στον οποίο το Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορούσε να ανήκει και όλα τα άλλα άμεσα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη.

δ) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, που περιορίζει τα σημεία εισόδου για εισαγωγή ορισμένων φυτών ή φυτικών προϊόντων πρέπει να εκλέξει τα εν λόγω σημεία με τρόπο, που να μην εμποδίζουν, αν δεν υπάρχει ανάγκη, το διεθνές εμπόριο. Το Συμβαλλόμενο Μέρος οφείλει να δημοσιεύσει έναν κατάλογο αυτών των τελευταίων και να τον κοινοποιήσει στον F.A.O., σε κάθε περιφερειακό οργανισμό προστασίας φυτών, όπου θα μπορούσε να ανήκει το Συμβαλλόμενο Μέρος και σε όλα τα άλλα άμεσα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη. Κάθε περιορισμός αυτού του είδους δεν μπορεί να εγκριθεί παρά μόνον αν τα φυτά ή τα εν λόγω φυτικά προϊόντα πρέπει να συνοδεύονται με φυτοϋγειονομικά πιστοποιητικά ή να υποβάλλονται σε επιθεώρηση ή επεξεργασία.

ε) Η επιθεώρηση, από τον οργανισμό προστασίας των φυτών ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, των αποστολών φυτών ή φυτικών προϊόντων, που προορίζονται για εισαγωγή, πρέπει να πραγματοποιηθεί, το συντομότερο δυνατό, λαμβανόμενης υπόψη της φυσικής φθοράς αυτών των φυτών ή των φυτικών προϊόντων. Αν μία εμπορική ή πιστοποιημένη αποστολή φυτών ή φυτικών προϊόντων κρίνεται, ότι δεν συμφωνεί με τις απαιτήσεις της φυτοϋγειονομικής νομοθεσίας της χώρας εισαγωγής, ο οργανισμός προστασίας φυτών της χώρας εισαγωγής πρέπει να φροντίσει, ώστε ο οργανισμός προστασίας των φυτών της χώρας εξαγωγής να ενημερωθεί δεόντως. Αν η αποστολή καταστραφεί στο σύνολό της ή εν μέρει, τα επίσημα πρακτικά πρέπει να μεταβιβασθούν αμέσως στον οργανισμό προστασίας φυτών της χώρας εξαγωγής.

στ) Τα Συμβαλλόμενα Μέρη οφείλουν να μειώσουν στο ελάχιστο, στα πλαίσια όπου δεν απειλείται η παραγωγή τους, τις απαιτήσεις τους όσον αφορά την πιστοποίηση, κυρίως όταν πρόκειται για φυτά ή φυτικά προϊόντα, τα οποία δεν προορίζονται για φύτευση, όπως είναι τα σιτηρά, τα οπωροκηπευτικά και τα δρεπτά άνθη.

ζ) Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να θεσπίσουν διατάξεις για την εισαγωγή, για λόγους επιστημονικής έρευνας ή για εκπαιδευτικούς λόγους φυτών και φυτικών προϊόντων και δειγμάτων των εχθρών τους λαμβάνοντας τις αναγκαίες προφυλάξεις. Οι αναγκαίες αυτές προφυλάξεις πρέπει, επίσης, να ληφθούν για την εισαγωγή ουσιών βιολογικής καταπολέμησης και οργανισμών αναγνωρισμένης ωφέλειας.

3. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου δεν εφαρμόζονται με τη διαμετακόμιση, που πραγματοποιείται στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών, εκτός εάν αυτά τα μέτρα κρίνονται απαραίτητα για την προστασία των δικών τους φυτών.

4. Ο F.A.O. θα κοινοποιεί τακτικά σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη και στους περιφερειακούς οργανισμούς προστασίας των φυτών τα στοιχεία, που θα έχει λάβει (σε εφαρμογή της παραγράφου 2 περιπτ. β', γ' και δ' του παρόντος άρθρου), ως προς τους περιορισμούς, τους όρους και τις απαγορεύσεις στην εισαγωγή.

**Άρθρο 7**
**Διεθνής συνεργασία**

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα συνεργαστούν, όσο είναι δυνατόν, για την πραγματοποίηση των στόχων της παρούσας Σύμβασης και κυρίως με τον εξής τρόπο:

α) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να συνεργαστεί με τον F.A.O. για τη σύσταση μιας παγκόσμιας υπηρεσίας πληροφοριών για τους εχθρούς των φυτών, χρησιμοποιώντας πλήρως τις δυνατότητες και τις προσφερόμενες υπηρεσίες για το σκοπό αυτόν από τους υπάρχοντες οργανισμούς, και, από τη στιγμή της σύστασής της, θα πρέπει να παρέχει περιοδικά στον F.A.O. τις παρακάτω πληροφορίες, ώστε να κατανέμει στα Συμβαλλόμενα Μέρη:

αα) Εκθέσεις σχετικά με την ύπαρξη, την εμφάνιση και τη διάδοση στην επικράτειά του, των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων, που παρουσιάζουν ενδιαφέρον από οικονομικής άποψης και που δυνατόν είναι να αποτελέσουν άμεσο ή δυνατό κίνδυνο.

ββ) Στοιχεία για τις μεθόδους καταπολέμησης, που αποδεικνύονται αποτελεσματικά κατά των εχθρών των φυτών και των φυτικών προϊόντων.

β) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται, όσο είναι δυνατόν, να συμμετέχει σε κάθε ειδική εκστρατεία καταπολέμησης ορισμένων εχθρών, που θεωρούνται καταστρεπτικοί και οι οποίοι δύνανται να απειλήσουν σοβαρά τις συγκομιδές, των οποίων η σπουδαιότητα απαιτεί διεθνή δράση.

**Άρθρο 8**
**Περιφερειακοί οργανισμοί προστασίας φυτών**

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη υποχρεούνται να συνεργασθούν για την ίδρυση, στις κατάλληλες περιοχές, περιφερειακών οργανισμών για την προστασία των φυτών.

2. Αυτοί οι οργανισμοί που διαδραμάτισαν συντονιστικό ρόλο στις περιοχές αρμοδιότητάς τους, θα λάβουν μέρος σε διάφορες δραστηριότητες για την επίτευξη των στόχων της παρούσας Σύμβασης και, ενδεχομένως, θα συγκεντρώσουν και θα διαδόσουν πληροφορίες.

**Άρθρο 9**
**Κανονισμός διαφορών**

1. Σε περίπτωση αμφισβήτησης κατά την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης ή όταν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος κρίνει ότι μία πράξη που εχει αναληφθεί από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος δεν συμβιβάζεται με τις υποχρεώσεις που επιβάλλουν σ'αυτό τα άρθρα 5 και 6 της παρούσας Σύμβασης, και κυρίως όσον αφορά τους λόγους μιας απαγόρευσης ή ενός περιορισμού κατά την εισαγωγή των φυτών ή των φυτικών προϊόντων, που προέρχονται από την επικράτειά του, η Κυβέρνηση ή οι Κυβερνήσεις, που ενδιαφέρονται μπορούν να ζητήσουν από το γενικό διευθυντή του F.A.O. να ορίσει μία επιτροπή, που θα αναλάβει την εξέταση της διαφοράς.

2. Ο γενικός Διευθυντής του F.A.O., σε συνεννόηση με τις ενδιαφερόμενες Κυβερνήσεις, θα ορίσει στη συνέχεια επιτροπή εμπειρογνωμόνων, η οποία θα περιλαμβάνει τους αντιπροσώπους των εν λόγω Κυβερνήσεων. Αυτή η επιτροπή θα εξετάζει τη διαφορά λαμβάνοντας υπόψη όλα τα χρήσιμα αποδεικτικά έγγραφα και στοιχεία, που υποβάλλονται από τις ενδιαφερόμενες Κυβερνήσεις. Η Επιτροπή θα υποβάλλει έκθεση, στο γενικό διευθυντή του F.A.O., η οποία θα κοινοποιηθεί στις ενδιαφερόμενες Κυβερνήσεις και στις Κυβερνήσεις των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών.

3. Χωρίς να αναγνωρίζεται στις συστάσεις αυτής της Επιτροπής υποχρεωτικός χαρακτήρας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να λάβουν ως βάση για κάθε νέα εξέταση, που γίνεται από τις ενδιαφερόμενες Κυβερνήσεις, το πρόβλημα όπου οφείλεται η διαφορά.

4. Οι ενδιαφερόμενες Κυβερνήσεις θα αναλάβουν εξίσου τα έξοδα αποστολής, που ανατίθενται στους εμπειρογνώμονες.

**Άρθρο 10**
**Αντικατάσταση των προηγούμενων συμφωνιών**

Η παρούσα Σύμβαση θέτει τέρμα και αντικαθιστά όσον αφορά τις σχέσεις μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών, τη διεθνή Σύμβαση για τη φυλλοξήρα της 3 Νοεμβρίου 1881, την πρόσθετη Σύμβαση της Βέρνης της 15 Απριλίου 1889 και τη διεθνή Σύμβαση της Ρώμης της 16 Απριλίου 1929 για την προστασία των φυτών.

**Άρθρο 11**
**Εφαρμογή στην Επικράτεια**

1. Κάθε Κράτος δύναται την ημερομηνία της επικύρωσης ή της ένταξης ή ανά πάσα στιγμή μετά από αυτήν την ημερομηνία να κοινοποιήσει στο γενικό διευθυντή του F.A.O. δήλωση, η οποία να δεικνύει ότι η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται καθ'ολοκληρία ή εν μέρει στις επικράτειες που εκπροσωπεύει σε διεθνές επίπεδο. Αυτή η απόφαση θα ισχύει τριάντα ημέρες μετά από την παραλαβή από το γενικό διευθυντή της δήλωσης, η οποία ορίζει τις εν λόγω επικράτειες.

2. Κάθε Κράτος το οποίο έχει διαβιβάσει στο γενικό διευθυντή του F.A.O. μία δήλωση, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, δύναται ανά πάσα στιγμή να κοινοποιήσει μία νέα δήλωση η οποία να τροποποιεί την ισχύ μιας προηγούμενης δήλωσης ή που να θέτει τέλος στην εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης σε οποιαδήποτε επικράτεια. Αυτή η δήλωση θα αποκτήσει ισχύ τριάντα ημέρες μετά από την ημερομηνία παραλαβής της από το γενικό διευθυντή.

3. Ο γενικός διευθυντής του F.A.O. θα ενημερώσει όλα τα υπογράφοντα ή εντεταγμένα Κράτη ως προς τις δηλώσεις που θα λάβει με την εφαρμογή του παρόντος άρθρου.

**Άρθρο 12**
**Κύρωση και προσχώρηση**

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοιχτή στην υπογραφή όλων των Κρατών μέχρι την 1η Μαΐου 1952, και θα κυρωθεί

το συντομότερο δυνατό. Τα έγγραφα κύρωσης θα κατατεθούν στο γενικό διευθυντή του F.A.O. ο οποίος θα γνωστοποιήσει σε κάθε υπογράφον Κράτος την ημερομηνία αυτής της κατάθεσης.

2. Τα Κράτη, που δεν έχουν υπογράψει την παρούσα Σύμβαση δύνανται να ενταχθούν σ'αυτήν από τη στιγμή που θα αρχίσει να ισχύει, σύμφωνα με το άρθρο 14. Η ένταξη πραγματοποιείται με την κατάθεση ενός εγγράφου ένταξης στο γενικό διευθυντή του F.A.O., ο οποίος θα ειδοποιήσει καθένα από τα υπογράφοντα και εντεταγμένα Κράτη.

**Άρθρο 13**
**Τροποποίηση**

1. Κάθε πρόταση τροποποίησης στην παρούσα Σύμβαση, που ασκείται από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος, πρέπει να κοινοποιείται στο γενικό διευθυντή του F.A.O..

2. Κάθε πρόταση τροποποίησης, που γίνεται από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος και που λαμβάνεται από το γενικό διευθυντή του F.A.O. πρέπει να υποβάλλεται προς έγκριση στη Διάσκεψη του F.A.O., σε τακτική ή έκτακτη σύσκεψη αν η τροποποίηση επιφέρει σπουδαίες μεταβολές τεχνικού χαρακτήρα ή επιβάλλει νέες υποχρεώσεις στα Συμβαλλόμενα Μέρη, θα γίνει μελέτη από μία συμβουλευτική επιτροπή εμπειρογνωμόνων, η οποία θα έχει συγκληθεί από τον F.A.O. πριν από τη Διάσκεψη.

3. Κάθε πρόταση τροποποίησης θα γνωστοποιείται στα Συμβαλλόμενα Μέρη από το γενικό διευθυντή του F.A.O., το αργότερο την ημερομηνία αποστολής της ημερήσιας διάταξης για τη σύνοδο της Διάσκεψης, όπου πρέπει να εξετασθεί αυτή η πρόταση.

4. Κάθε πρόταση τροποποίησης πρέπει να εγκριθεί από τη Διάσκεψη του F.A.O. και αποκτά ισχύ από την τριακοστή ημέρα, που έπεται της αποδοχής της από τα δύο τρίτα των Συμβαλλόμενων Μερών. Όμως, οι τροποποιήσεις που επιφέρουν νέες υποχρεώσεις εις βάρος των Συμβαλλόμενων Μερών δεν αποκτούν ισχύ για κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, παρά μόνον αφού γίνουν αποδεκτές από αυτήν και από την τριακοστή ημέρα, που έπεται της αποδοχής.

5. Τα έγγραφα αποδοχής των τροποποιήσεων, που επιφέρουν νέες υποχρεώσεις πρέπει να κατατεθούν από το γενικό διευθυντή του F.A.O., ο οποίος θα ενημερώσει όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη για την παραλαβή των εν λόγω εγγράφων και την έναρξη ισχύος των εν λόγω τροποποιήσεων.

**Άρθρο 14**
**Έναρξη ισχύος**

Η παρούσα Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει μεταξύ των Μερών όταν αυτή θα έχει κυρωθεί από τρία υπογράφοντα Κράτη. Αυτή θα αρχίσει να ισχύει για τα άλλα Κράτη από την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου κύρωσης ή αποδοχής.

**Άρθρο 15**
**Καταγγελίες**

1. Καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη δύναται να γνωστοποιήσει ότι καταγγέλει την παρούσα Σύμβαση με κοινοποίηση, που απευθύνεται στο γενικό Διευθυντή του F.A.O.. Ο γενικός διευθυντής θα ενημερώσει αμέσως όλα τα υπογράφοντα ή εντεταγμένα Κράτη.

2. Η καταγγελία θα αποφέρει τα αποτελέσματά της μετά ένα χρόνο από την παραλαβή της κοινοποίησης από το γενικό διευθυντή του F.A.O..

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

## ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΦΥΤΟΫΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ

(παράκληση να γραφεί στη γραφομηχανή ή με τυπογραφικούς χαρακτήρες)

Οργανισμός προστασίας φυτών Αρ.
του..........
Α. Οργανισμός(οί) προστασίας φυτών
του..........

### ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Όνομα και διεύθυνση του αποστολέα ..................
Δηλωθέν όνομα και διεύθυνση του παραλήπτη ..............
Αριθμός και φύση των δεμάτων ....................
Σημάνσεις των δεμάτων ..........................
Τόπος προέλευσης ..............................
Δηλωθέν μέσο μεταφοράς ........................
Δηλωθέν σημείο εισόδου .........................
Ονομασία του προϊόντος και δηλωθείσα ποσότητα ...........
Βοτανική ονομασία των φυτών .....................

Βεβαιούται ότι τα ανωτέρω περιγραφόμενα φυτά ή φυτικά προϊόντα ελέγχθηκαν σύμφωνα με τις κατάλληλες διαδικασίες και βρέθηκαν απαλλαγμένα από τους οργανισμούς που προβλέπονται από τη φυτοϋγειονομική νομοθεσία και πρακτικά απαλλαγμένα από άλλους επικίνδυνους οργανισμούς και πληρούν τις προϋποθέσεις της φυτοϋγειονομικής νομοθεσίας που ισχύει στη χώρα εισαγωγής.

### ΑΠΕΝΤΟΜΩΣΗ Ή/ΚΑΙ ΑΠΟΛΥΜΑΝΣΗ

Ημερομηνία .......... Μεταχείριση ..................
Χημικό προϊόν ........ Διάρκεια και θερμοκρασία ........
(δραστική ουσία) ..........................
Συγκέντρωση ......... Συμπληρωματικές πληροφορίες
..........................

Συμπληρωματική Δήλωση:

(Σφραγίδα Οργανισμού)
Τόπος έκδοσης ...............
Όνομα εξουσιοδοτημένου υπαλλήλου ..................
Ημερομηνία .........
..........
Υπογραφή

Το παρόν πιστοποιητικό δεν συνεπάγεται καμμία οικονομική επιβάρυνση για ................ (όνομα του Οργανισμού για την προστασία των φυτών) .......... ούτε για κανέναν από τους φορείς ή εκπροσώπους του*.

* Προαιρετική Ρήτρα

## ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΦΥΤΟΫΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΥ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΥ ΕΠΑΝΕΞΑΓΩΓΗΣ

Οργανισμός προστασίας των φυτών Αρ. ...........
της ............... (η χώρα επανεξαγωγής)
Α. Οργανισμός(οί) προστασίας των φυτών
της ..................... (η ή οι χώρες επανεξαγωγής)

### ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Όνομα και διεύθυνση του αποστολέα ....................
Δηλωθέν όνομα και διεύθυνση του παραλήπτη ...............
Αριθμός και φύση των δεμάτων ........................
Σημάνσεις των δεμάτων ..............................
Τόπος προέλευσης .................................
Δηλωθέν μέσο μεταφοράς ............................
Δηλωθέν σημείο εισόδου ............................
Ονομασία του προϊόντος και δηλωθείσα ποσότητα ............
Βοτανική ονομασία των φυτών ........................

Βεβαιούται ότι τα ανωτέρω περιγραφόμενα φυτά ή φυτικά προϊόντα εισήχθησαν εις ..............................
(χώρα επανεξαγωγής) ............. προερχόμενα από .......
(χώρα προέλευσης) ........
συνοδευόμενα από το φυτοϋγειονομικό πιστοποιητικό Αρ. ______

* του οποίου το πρωτότυπο ☐ το χυρωμένο αντίγραφο ☐
προσαρτάται στο παρόν πιστοποιητικό.

Ότι είναι συσκευασμένα ☐ ανασυσκευασμένα ☐

* ☐ στις αρχικές συσκευασίες ☐ στις νέες συσκευασίες ☐

Ότι σύμφωνα με το φυτοϋγειονομικό πιστοποιητικό

* το αρχικό ☐ και έναν συμπληρωματικό έλεγχο ☐,
η αποστολή θεωρείται ότι συμφωνεί με την φυτοϋγειονομική νομοθεσία που ισχύει στη χώρα εισαγωγής, και ότι κατά τη διάρκεια της εναποθήκευσης στις ..............................
(χώρες επανεξαγωγής) ........... δεν έχει εκτεθεί σε κίνδυνο μόλυνσης ή προσβολής.

* Βάλτε σταυρό στο κατάλληλο ☐ τετραγωνίδιο.

### ΑΠΕΝΤΟΜΩΣΗ Ή/ΚΑΙ ΑΠΟΛΥΜΑΝΣΗ

Ημερομηνία ............ Μεταχείριση ...................
Χημικό προϊόν .......... Διάρκεια και θερμοκρασία ........
(δραστική ουσία) ..........................
Συγκέντρωση ........... Συμπληρωματικές πληροφορίες
..........................

Συμπληρωματική δήλωση:

(Σφραγίδα Οργανισμού)
Τόπος έκδοσης ...............
Όνομα εξουσιοδοτημένου υπαλλήλου ..................
Ημερομηνία .........
..........
(Υπογραφή)

Το παρόν πιστοποιητικό δεν συνεπάγεται καμμία οικονομική επιβάρυνση για ..................................
(όνομα του Οργανισμού προστασίας των φυτών) ............
ούτε για κανέναν από τους φορείς ή εκπροσώπους του**.

** Προαιρετική ρήτρα

**Άρθρο δεύτερο**

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.-

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 20 Φεβρουαρίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
**ΑΝΤ. ΣΑΜΑΡΑΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
**ΙΩ. ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ**

ΓΕΩΡΓΙΑΣ
**Σ. ΧΑΤΖΗΓΑΚΗΣ**

*Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.*

Αθήνα, 21 Φεβρουαρίου 1992

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ**

# ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας: 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR

Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

## ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

## Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 60. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 100, από 17 έως 24 δρχ. 120

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 40 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

## ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

| Η ετήσια συνδρομή είναι: | Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531 | | Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512 — Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ) | |
|---|---|---|---|---|
| α) Για το Τεύχος Α' | Δρχ. | 13.000 | Δρχ. | 650 |
| β) » » » Β' | » | 23.000 | » | 1.150 |
| γ) » » » Γ' | » | 7.000 | » | 350 |
| δ) » » » Δ' | » | 22.000 | » | 1.100 |
| ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων | » | 15.000 | » | 750 |
| στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ. | » | 7.000 | » | 350 |
| ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ | » | 4.000 | » | 200 |
| η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ. | » | 7.000 | » | 350 |
| θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου | » | 2.000 | » | 100 |
| ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε. | » | 50.000 | » | 2.500 |
| ια) Για όλα τα Τεύχη | » | 100.000 | » | 5.000 |

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320